

William A. Ninacs

C.P. 92, Victoriaville, Québec (Canada) G6P 6S4 – (819) 758-7401

RAPPORT DE RECHERCHE EXPLORATOIRE

pour le compte de

la Confédération des syndicats nationaux

titre : **Participation syndicale à diverses
tables de concertation, aux États-Unis
et au Canada hors Québec, en matière
de développement régional**

date: **92/03/05**



Rapport de recherche exploratoire

**participation syndicale à diverses tables de concertation,
aux États-Unis et au Canada hors Québec,
en matière de développement régional**

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos et méthodologie	page 1
Introduction	page 1
Le développement régional aux États-Unis et au Canada hors Québec	
◇ les stratégies	page 2
◇ aux États-Unis.....	page 4
◇ au Canada hors Québec.....	page 6
Portrait de la participation syndicale en matière de développement régional aux États-Unis et au Canada hors Québec	
◇ les structures formelles.....	page 6
◇ les coalitions et structures informelles.....	page 8
◇ quelques cas significatifs.....	page 12
Difficultés vécues dans les concertations.....	page 15
Constats et interrogations.....	page 16
En guise de conclusion.....	page 18
Références bibliographiques.....	page 19
Annexe: Liste des expériences répertoriées.....	page 23

AVANT-PROPOS ET MÉTHODOLOGIE

Ce rapport fait état d'expériences et d'initiatives de développement régional où l'on retrouve une participation syndicale dans un sens large et n'est donc pas limité à l'exclusive participation de conseils centraux ou de fédérations. De plus, les expériences et initiatives de développement régional où la présence syndicale n'a pas été présente ou est actuellement absente n'ont pas été répertoriées aux fins du document présent.

Le concept de « développement régional » a été interprété dans un sens qui inclut *a priori* une préoccupation de développement économique dans le sens d'une transformation socio-économique conduisant à une amélioration durable du niveau de vie de la population. Les instances régionales de concertation en matière de développement purement social ou culturel, par exemple, n'ont donc pas été étudiées.

Les informations ont été recueillies à partir de conversations personnelles avec plusieurs individus qui ont une connaissance du milieu américain ou anglophone canadien (tant au niveau du milieu syndical que celui du développement régional) et à partir de documents variés (livres, monographies, bulletins de liaisons, rapports, ...).

INTRODUCTION

En général, les expériences américaines de concertation où la participation syndicale est considérée comme significative par les individus consultés ou dans les documents recensés ont été développées sans programme gouvernemental initial ou organisation gouvernementale maître-d'oeuvre. Plus souvent qu'autrement, elles seraient plutôt issues de coalitions ponctuelles, principalement mais non exclusivement avec le mouvement populaire et communautaire. Avec le temps, ces coalitions se sont greffé des partenaires de d'autres milieux (privé, gouvernemental de différents paliers...) pour se transformer par la suite en organismes formels de développement ou elles se sont dissoutes avec l'arrivée d'un programme gouvernemental ou la mise sur pied d'un organisme public ou parapublic qui pouvait satisfaire leurs revendications.

En conséquence, ce rapport n'est pas limité aux expériences d'institutions formelles mais fait également état du travail de certaines coalitions et ce, malgré leur nature informelle et temporaire car, si l'histoire se reproduit, celles-ci auraient le potentiel pour devenir les pierres angulaires d'une concertation future plus formelle en matière de développement régional.

Notons toutefois que les concertations où le mouvement syndical serait présent avec d'autres organisations du milieu — que les structures soient formelles ou non — tournent autour des quatre pôles suivants (Brecher et Costello, 1990, 196):

- l'appui de travailleuses et de travailleurs lors de conflits de travail;
- la concertation autour d'une problématique ou un thème particulier;
- le développement économique du milieu;
- l'action politique, y compris l'action électorale.

En vertu de l'absence d'objectifs de développement économique dans les nombreuses coalitions qui ont vu le jour à travers les années pour appuyer les travailleuses et travailleurs lors de conflits de travail ou dans les coalitions orientées vers l'action politique, aucune recherche dans le cadre de ce travail n'a été poursuivie sur ces types de coalitions.

Ce sont en fait les deux autres sphères d'action qui ont fait l'objet de cette étude car c'est dans les coalitions formées autour d'un problème particulier ou d'une lacune de développement économique que se retrouvent des résultats en termes d'initiatives de développement où la concertation des différents milieux s'est maintenue par la suite.

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL AUX ÉTATS-UNIS ET AU CANADA HORS QUÉBEC

LES STRATÉGIES

Selon plusieurs auteurs (Blakely, 1989; Meehan, 1989; Perry, 1989; Schramm, 1989), il y aurait aux États-Unis et au Canada deux approches principales au développement régional.

L'approche traditionnelle serait en général axée sur des actions qui auraient comme effet de faciliter la production et de rattacher l'économie locale au développement économique au niveau national (surtout dans les marchés d'exportation). Les moyens utilisés seraient entre autres, le développement d'infrastructures (routes, égouts, ...) et la formation de la main-d'œuvre. Aux niveaux législatif et politique, on y retrouverait par exemple les incitatifs fiscaux et l'assouplissement de la réglementation à tous les paliers gouvernementaux.

Cependant, on ne devrait pas croire à une approche complète ou englobante. En fait, l'approche traditionnelle reposerait plutôt sur des programmes *ad hoc* en rapport avec le développement régional (Blakely, 1989, 41; Brodhead, 1990, 42). Qui plus est, la concertation ferait peu partie de cette approche et selon certains (par exemple, Perry, 1989, 1), l'approche traditionnelle aurait des effets néfastes pour le développement régional.

L'approche de développement local serait plus récente et reposerait sur la prémisse qu'une région est défavorisée parce qu'elle n'a pas le contrôle de ses ressources naturelles, financières, matérielles ou humaines (Perry, 1989, 9; Swack et Mason, 1987, 328): les ressources seraient en conséquence sous-exploitées ou exploitées au profit de personnes de l'extérieur de la communauté ou d'une façon nuisible au bien-être collectif. Le développement local se voudrait ainsi un processus par lequel un milieu géographique délimité effectue, par l'intermédiaire de ses institutions, un véritable contrôle sur ses ressources existantes et une gestion de celles-ci par le biais de partenariats ou d'une concertation entre différentes composantes de sa communauté.

Une caractéristique importante de cette stratégie serait la présence obligatoire d'une concertation entre différents partenaires d'une région¹. Il en découle que la majorité des expériences répertoriées utilisent une approche de développement local.

¹ Le développement local se fait sur un mode différent de celui du macro développement. Comme lui, c'est un développement global, c'est-à-dire à la fois économique, culturel, social et politique mais il s'en distingue par ses quatre fondements étroitement liés entre eux: la valorisation des ressources locales dans l'intérêt collectif par un processus démocratique d'émancipation et de concertation et, dans une démarche partenariale (Association nationale pour le développement local et les pays [ANDLP] et Institut de formation en développement économique communautaire [IFDEC], 1989, 8).

Notons que ni l'une ni l'autre des deux stratégies serait exclusive à l'Amérique du Nord et ce même dualisme se retrouve dans de nombreux autres pays industrialisés².

AUX ÉTATS-UNIS

Selon Blakely (1989, 257), il y aurait aux États-Unis trois types d'organismes voués au développement économique:

- ◇ l'organisme public ou parapublic (*government agency*);
- ◇ l'organisme privé de développement (*private development associations*);
- ◇ l'organisation de développement local (*local development corporations*).

À l'exception du secteur de l'éducation et de la formation de la main-d'oeuvre, il y semble avoir une absence notoire aux États-Unis de politique nationale en matière développement industriel (*ibid.*, 40-56). Malgré l'impact des décisions de ce palier gouvernemental en rapport avec le développement d'une région (par exemple, par l'ouverture ou la fermeture d'une base militaire, etc.), le gouvernement fédéral américain intervient plutôt directement au niveau de politiques fiscales et monétaires et serait donc, à toute fin pratique, absent des structures de concertation.

En conséquence, les organismes publics et parapublics oeuvrant au niveau du développement régional se situent principalement au niveau des états, des comtés ou des municipalités. Certains organismes sont publics (en quelque sorte semblables à l'Office de planification et de développement du Québec) et d'autres plutôt para-publics (un peu comme les organismes régionaux de développement [ORD] qui oeuvrent au niveau des sommets régionaux socio-économiques au Québec). Parmi ces dernières, quelques-uns

² Fontan (1991, 32-48) explique la différence entre le concept de développement local que l'on retrouve dans sa version européenne et son application dans le contexte nord-américain. Il cerne aussi les paramètres du développement économique communautaire, concept également utilisé en Amérique du Nord. Pour les fins de ce texte, l'expression « développement local » a été retenue pour traduire l'approche de développement économique axé sur la prise en charge du développement de l'économie par la communauté.

sont axés sur le partenariat « public-privé » quoiqu'il ne faudrait pas confondre la notion de partenariat avec celle de la concertation (Fontan, 1991, 49-54; Schramm, 1989, 163-164).

En ce qui a trait aux organismes privés de développement, ceux-ci (à toutes fins pratiques) correspondent à des commissariats industriels, opérant sous l'égide du milieu des affaires et sous l'autorité d'un gouvernement municipal. On peut retrouver ce genre de structure tant dans les milieux ruraux que dans les milieux urbains (Flora, *et al.*, 1991). La concertation, dans ce type de structure, ne serait véritablement que duale, soit entre le patronat du secteur privé (le patronat du secteur manufacturier, chambre de commerce...) et les municipalités.

En général, ces deux premières sortes de structures prônent des stratégies axées sur l'approche traditionnelle de développement économique, d'où l'absence de concertation.

En fait, ce n'est finalement qu'au niveau des organisations de développement local que l'on retrouve une volonté ferme d'établir une concertation large de tous les acteurs intéressés et de mettre sur pied et d'animer les structures requises pour assurer sa continuité. En pratique cependant, la notion de concertation serait plutôt tripartite et comprendrait les organisations communautaires, le gouvernement local et le monde des affaires. La place spécifique des syndicats dans ce type de structure semble confuse: ils peuvent à l'occasion faire partie du secteur des affaires (Office of Community Economic Development, 10) et à d'autres occasions du secteur des organisations communautaires (Schramm, 1989, 158).

Le nombre exact de ces structures est inconnu. Cependant, en rapport avec les organismes parapublics, il est possible d'affirmer qu'il ne doit pas y en avoir un grand nombre par état (il y a actuellement 50 états aux États-Unis). Cependant, une recherche en 1988 indique qu'il existerait entre 1500 et 2000 *community-based development organizations* aux États-Unis (National Congress for Community Economic Development, 1989, 3) dont la forme la mieux connue est la *community development corporation*³ qui a, en fait, des activités de

³ Il est important de noter que les corporations de développement communautaire américaines s'apparentent à presque tous les niveaux aux corporations de développement économique et communautaire québécoises (CDEC) que l'on retrouve sur l'île de Montréal et non pas aux corporations de développement communautaire québécoises (CDC) à l'extérieur de la métropole: seul le vocable « community development corporation » est identique.

community economic development (Zdenek, 1987) même si le mot « *economic* » est absent du nom.

AU CANADA HORS QUÉBEC

La situation telle que décrite pour les États-Unis semble, à quelques nuances près, être la même au Canada hors Québec avec des approches et des structures quasiment identiques (Brodhead, *et al.*, 1989).

Une exception canadienne se situe toutefois dans les régions plus défavorisées, où on peut retrouver des *Community Futures Groups*, mis sur pied et financés par Emploi et Immigration Canada et qui opèrent au Québec sous le vocable « Comités d'aide au développement de la collectivité ». L'importance de ce programme réside dans le fait qu'il incorpore la notion d'une concertation large et la rend obligatoire, par exemple par les sièges au conseil d'administration réservés pour les divers milieux d'une communauté. Cependant, les avis sont partagés quant à la flexibilité du programme et son support réel aux initiatives locales (MacDonald, 106-108; Young, 1990, 55). Au Canada, il y aurait actuellement 222 Comités d'aide au développement de la collectivité, dont environ 170 hors Québec.

PARTICIPATION SYNDICALE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL AUX ÉTATS-UNIS ET AU CANADA HORS QUÉBEC

LES STRUCTURES FORMELLES

Le tableau suivant représente sommairement les informations trouvées sur les diverses structures formelles de développement régional aux États-Unis et la place de la participation syndicale à l'intérieur de chacune:

secteurs:	<u>manufacturier</u>		commercial ⁴ et touristique	agricole
	industriel	PME		
lieux de concertation formels:	organismes parapublics (« Authority »)	corporations de développement communautaire	corporations de développement communautaire	aucun
participation syndicale:	occasionnelle	rare	aucune	—
principales stratégies et/ou outils:	domaine éminent, fonds d'investissement	assistance technique, fonds communautaires (d'emprunt, d'investissement), formation, recherche	assistance technique, fonds communautaires (d'emprunt, d'investissement), formation, recherche	—

Fait significatif: cette recherche n'a pu répertorier *aucun* projet de développement régional avec une concertation syndicale émanant d'un programme gouvernemental où les résultats auraient été considérés significatifs par les personnes contactées ou dignes de mention dans un écrit quelconque! Il y avait de temps en temps la présence de militants et de militantes syndicales à l'intérieur des instances de corporations de développement communautaire mais ces gens siégeaient à titre individuel et leur organisation syndicale n'était pas représentée en tant que telle.

Aux dires des personnes contactées, ce genre de concertation existe toutefois mais elle serait (à leurs yeux) axée sur une approche désuète de développement traditionnelle de « haut en bas ». (Pour situer un peu leur perspective, les personnes contactées avaient toutes un point de vue relativement modéré. Elles considéraient toutes, par exemple, que l'expérience du Fonds de solidarité de la FTQ est très innovatrice en matière de développement et de concertation.) Le fait que ce type de concertation n'a pu être explorée davantage est une lacune de ce travail dont on doit tenir compte avant de tirer des conclusions définitives.

⁴ Au niveau commercial et touristique, ce sont les chambres de commerce qui seraient les organisations les plus actives mais, en général, celles-ci ne sont pas axées sur la concertation.

LES COALITIONS ET STRUCTURES INFORMELLES

Les expériences répertoriées ont leurs racines dans les différentes alliances entre le mouvement syndical et d'autres mouvements. Ce phénomène contribue à élargir le concept de « développement » dans l'esprit des membres des coalitions et d'y intégrer une préoccupation avec des objectifs carrément sociaux. En d'autres mots, le développement ne serait pas utile en soi ou seulement parce qu'il améliore une situation déjà privilégiée: c'est beaucoup plus dans l'optique de s'attaquer à un problème ayant des conséquences sociales néfastes que les différentes coalitions travaillent. « In the last two years, we really began to understand the fundamental link between de-industrialization and the dramatic growth of poverty, particularly in urban areas » a récemment écrit Dan Swinney du Midwest Center for Labor Research en se référant aux années entre 1989 et 1991.

Mais si les objectifs sont sociaux, les causes sont en grande partie économique. De plus, c'est dans les milieux urbains que les effets dévastateurs du déclin économique se font sentir le plus, ne serait-ce qu'en vertu du nombre de personnes touchées. Par exemple, les fermetures d'usines d'acier dans le comté d'Allegheny ont éliminé à elles seules 100 000 emplois dans les municipalités de cette région.

Ceci est la principale raison faisant que la majorité des expériences répertoriées sont orientées vers des problématiques liées de près ou de loin à la structure industrielle d'une région ou d'un quartier urbain. Toujours à l'intérieur de ces expériences, une synthèse de leurs pratiques (présentées sur le tableau qui suit) démontre la dominance des stratégies qui s'attaquent à la désindustrialisation, tant au niveau de ses effets que de ses causes.

Notons que seules les coalitions ayant permis des réalisations concrètes ont été répertoriées. Une vue d'ensemble de celles-ci et de leurs initiatives, classifiées à partir des cibles prioritaires de leur action, donne le tableau qui suit:

problématique	stratégie	coalition et/ou projet
absence d'institution financière (départ d'une banque)	mise sur pied d'une caisse populaire	◊ Eagle River Credit Union

problématique	stratégie	projet
contrôle local/fuite de capitaux	fonds d'investissement	◇ Manitoba Labour-sponsored Investment Fund (MILF)
désindustrialisation	assurer bénéfices de cessation aux personnes mises à pied	◇ Merrimack Valley Project ◇ Naugatuck Valley Project, Inc. (Uniroyal) ◇ Tennessee Industrial Renewal Network
désindustrialisation (suite)	compagnie de fusions et d'acquisitions, comprenant services de consultation et formation (Chicago Focus)	◇ Midwest Center for Labor Research
	concertation permanente sur les problèmes de l'industrie marine (étude, recommandations...)	◇ Seattle Worker Center
	développement de coops de travail	◇ CommonWorks
	empêcher fermeture d'usine	◇ Coalition to Keep Stewart-Warner Open (résultats mitigés) ◇ Merrimack Valley Project ◇ Naugatuck Valley Project, Inc. (9 interventions préventives) ◇ Midwest Center for Labor Research (Chicago Project; Early Warning Indicators and Training; research)
	empêcher relocalisation d'un département d'usine dans une autre région	◇ Calumet Project for Industrial Jobs
	fonds d'investissement	◇ Working Ventures (Canadian Federation of Labour)
	formation de travailleurs-euses mis-es à pied, dans les locaux et avec les équipements abandonnés	◇ Coalition to Keep Stewart-Warner Open

problématique	stratégie	projet
désindustrialisation (suite)	mis sur pied d'un organisme de rétention d'industrie et de développement	<ul style="list-style-type: none"> ◇ Cleveland Coalition Against Plant Closings: Regional Industry Center ◇ Tri-State Conference on Steel: Steel Valley Authority
	nouvelle législation (contre <i>hostile takeovers</i>)	◇ Tri-State Conference on Steel
	nouvelle législation (favoriser le rachat d'usine par travailleurs et/ou travailleuses)	◇ Naugatuck Valley Project, Inc.
	nouvelle législation (zonage contre la spéculation dans quartier industriel)	<ul style="list-style-type: none"> ◇ Coalition to Keep Stewart-Warner Open ◇ Plant Closures Project
	organisation syndicale	◇ Asian Immigrant Women Advocates
	rachat d'usine par travailleurs et/ou travailleuses	<ul style="list-style-type: none"> ◇ Amalgamated Clothing & Textile Workers Union (ACTWU) [Act II, Inc. — John Roberts Clothing, Inc.] ◇ Naugatuck Valley Project, Inc. (Bridgeport Brass) ◇ United Steelworkers of America
	recherche et développement	◇ Merrimack Valley Project (Valley Plastics Technology Center)
développement communautaire (global)	formation (leadership)	◇ InterValley Project, Inc.
	services locaux (éducation: décentralisation, maintien...)	◇ Naugatuck Valley Project, Inc. (University of Connecticut branch)
	services locaux (garderies, services de santé...)	◇ Carroll Gardens Association
	transport collectif pour personnes âgées	◇ Naugatuck Valley Project, Inc.

problématique	stratégie	projet
développement économique	étude d'impact (sur emplois, conditions de travail et salaires existants...) des projets appuyés financièrement par la municipalité	◇ Minnesota Working Group on Economic Dislocation
	fonds d'investissement	◇ Manitoba Labour-sponsored Investment Fund (MILF)
environnement	nouvelle législation (Forest Stewardship Act)	◇ Tin-Wis Coalition
	nouvelle législation (Hazard Elimination through Local Participation [HELP] Act)	◇ Right-to-Know-and-Act Coalition
	protestations contre déchets toxiques et chantage (emplois vs environnement)	◇ Tennessee Industrial Renewal Network
	recherche législative et amendements en rapport avec crédits d'impôts et subventions aux industries polluantes	◇ Oil, Chemical and Atomic Workers
	recherche législative et amendements en rapport avec pollution	◇ Oil, Chemical and Atomic Workers
exploitation transnationale (Mexique)	publication d'un code d'éthique pour les opérations des compagnies transnationales	◇ Coalition for Justice in the Maquiladoras
fermeture d'entreprise commerciale...	rachat d'entreprise par les travailleurs et/ou travailleuses	◇ Merrimack Valley Project
habitation et logement	construction domiciliaire	◇ Cape Breton Labourers' Development Company ◇ Naugatuck Valley Project, Inc. (Naugatuck Valley Housing Development Corporation)
	développement de coopératives d'habitation	◇ Carroll Gardens Association ◇ CommonWorks

problématique	stratégie	projet
habitation et logement (suite)	services locaux (décentralisation, maintien...)	◇ Merrimack Valley Project (Northeast Division of the Housing Court)
immigration	campagne contre pratiques inéquitables (immigrant-e-s)	◇ Tennessee Industrial Renewal Network
planification publique/pratiques de développement inadéquates	fonds d'investissement à partir des surplus d'organismes para-publics	◇ Tri-State Economic Justice Network
succession non-prévue (décès, retraite du propriétaire...)	consultation et/ou formation (résolution de conflit, planification de la succession [héritage]...)	◇ Midwest Center for Labor Research
	fonds d'investissement	◇ Manitoba Labour-sponsored Investment Fund (MILF)

Il existe également un regroupement des coalitions, organisations et individus s'intéressant au phénomène de la désindustrialisation, le *Federation for Industrial Retention and Renewal* dont plusieurs des organisations identifiées dans le tableau sont membres. Ceci assure une concertation des coalitions entre elles.

Enfin, il faut aussi signaler le groupe *Industrial Cooperative Association* qui joue un rôle capital de groupe-conseil en matière de coopératives de travail mais qui travaille très souvent en étroite collaboration avec plusieurs syndicats dans le but de rachat d'usines en offrant un financement direct à partir de son fonds de prêts communautaires. Cet organisme assure une certaine concertation entre certains éléments du mouvement coopératif et du mouvement syndical.

QUELQUES CAS SIGNIFICATIFS

Chacune des expériences identifiées dans le tableau possède des caractéristiques propres et chacune est donc unique. Cependant, il a été possible de recueillir des informations supplémentaires sur certaines et trois méritent une attention plus particulière.

Naugatuck Valley Project

Ce « projet » est très fréquemment cité comme modèle de concertation en matière de développement local, surtout dans les régions victimes de désindustrialisation. Brecher (1990) trace son histoire à partir des coalitions organisées au début des années 80 pour protester contre les fermetures d'usines. Opérationnel depuis 1985, le *Naugatuck Valley Project* (NVP) compte un membership de plus de 66 organisations communautaires, religieuses — chrétiennes et juives — et syndicales et quelques PME. Parmi ses réalisations:

- catalyseur du rachat de Bridgeport Brass par ses 225 cols bleus et blancs;
- maintien de 2,400 emplois par une intervention précoce dans le cas de neuf fermetures potentielles;
- a aidé 7,000 retraité-e-s de l'Uniroyal à défendre et à garder leurs avantages sociaux;
- a développé et a aidé à faire adopter une loi sur le financement de reprise en main d'entreprises par les travailleurs et les travailleuses;
- a négocié un transport collectif au super-marché pour un groupe de personnes âgées;
- a aidé à maintenir une succursale de l'université du Connecticut dans une région éloignée;
- a fondé le *Naugatuck Valley Housing Development Corporation*.

Le territoire du NVP couvre plusieurs comtés et une coalition locale (*local chapter*) est organisée dans chaque municipalité où il y a une intervention. Son objectif premier demeure la préservation et la création de « bons » emplois, prioritairement dans le secteur industriel. Ses activités auraient permis de changer l'opinion publique dans sa région, contrant le discours en vogue voulant que les fermetures d'usines sont dûes aux salaires exorbitants et aux syndicats qui refusent de coopérer.

L'organisateur communautaire du *Naugatuck Valley Project* a quitté le Connecticut il y a quelques années pour fonder une nouvelle organisation dans le nord du Massachusetts basé sur le même modèle, le *Merrimack Valley Project*. Déjà, cette organisation a permis le maintien de plusieurs emplois en plus d'avoir obtenu une garantie de AT&T de ne pas

fermer une partie de son usine locale (6 700 emplois). Ces deux organisations ont par la suite mis sur pied un organisme commun de formation, le *InterValley Project*.

Tin-Wis Coalition

Concertation d'une quinzaine de syndicats, groupes écologistes et communautés autochtones, cette coalition de la Colombie Britannique organisée en 1989 tente de réfuter la vision populaire qui veut que des organismes ayant des intérêts disparates ne peuvent pas travailler ensemble. Plusieurs articles d'un numéro récent du journal *The New Catalyst* présentent *Tin-Wis*, en faisant état de l'élément de sécurité contenu dans le concept de *sustainability* qui est, somme toute, le point de convergence des intérêts de chacun: sécurité économique et sociale pour les travailleurs et travailleuses, sécurité culturelle et politique pour les peuples autochtones et sécurité écologique pour les environmentalistes⁵.

L'unique réalisation concrète depuis deux ans a été l'élaboration d'une législation sur l'administration des forêts, *The Forest Stewardship Act*. Ce ne fut pas une mince affaire cependant car ce projet de loi est le fruit d'un nouveau consensus sur les objectifs de développement et couvre simultanément l'ensemble des objectifs suivants:

- le respect des droits des Premières Nations;
- une récolte forestière renouvelable;
- l'accès à l'information sur les ressources publiques;
- une réglementation pratique sur la protection de la faune animale et marine;
- une approche holistique de l'administration forestière;
- la promotion de la fabrication de produits forestiers ayant une valeur ajoutée afin d'accroître le nombre d'emplois par arbre coupé.

Présentement les activités de *Tin Wis* priorisent des petites conférences locales pour mobiliser la population autour du projet de loi. L'originalité de cette coalition se poursuit dans la mesure où ces rencontres se veulent des moments privilégiés de formation et

⁵ Une autre stratégie qui cherche à répondre aux objectifs de tous ces groupes serait celle de la promotion d'une reconversion de l'industrie militaire (Boggs, 1990).

d'organisation communautaire dans le but éventuel d'un développement durable qui serait porté par tous les membres de la communauté.

Tri-State Conference on Steel

Une des plus anciennes coalitions, *Tri-State* œuvre dans un secteur industriel en déclin depuis la fin des années 70 et ce, dans le but d'empêcher les fermetures d'usines et de réactiver des installations fermées. Sa plus importante réussite a été la mise sur pied de la *Steel Valley Authority* en 1986, organisme dont le mandat est d'agir comme intermédiaire dans l'achat ou la vente d'industries. Le SVA peut aussi opérer des entreprises.

L'orientation pragmatique de *Tri-State* (et du SVA) a permis d'inclure des expertises de génie dans les inévitables études sur l'industrie de l'acier, par exemple dans le *Metals Retention Study*. Ces opinions d'« experts » ont par la suite été utilisées pour justifier des reprises d'usines spécifiques ou la réouverture ou reconversion de certaines fournaies. L'organisation a également développé et aidé à faire adopter une loi sur les achats d'entreprises par des intérêts de l'extérieur (*Anti-Corporate Takeover Law*). Selon McCollester et Stout (1990), *Tri-State* représente une tentative de marier une stratégie non conventionnelle de développement économique avec le militantisme syndical et l'organisation communautaire.

DIFFICULTÉS DANS LES CONCERTATIONS

Cette étude a permis d'identifier quelques difficultés spécifiques vécues dans des concertations américaines (sans que ces difficultés soient exclusives aux États-Unis):

- L'approche de développement local est à contre-courant d'un développement qui reposerait sur une confrontation entre adversaires. Elle prône une démocratisation des instances décisionnelles et une décentralisation du pouvoir. Inévitablement, ceci a mené à des luttes par les militant-e-s des syndicats impliqués dans les concertations et les coalitions contre les bureaucraties de leurs propres syndicats, surtout lorsque ceux-ci ont une attitude corporatiste ou une stratégie plus globale différente de celle émanant de la

base. Mann (1990) donne l'exemple de la direction des *United Auto Workers* qui a servi une série de représailles contre les syndicats impliqués dans la campagne pour maintenir l'ouverture de l'usine de General Motors à Van Nuys (en Californie).

Plusieurs personnes ont insisté sur le caractère marginal de la participation du mouvement syndical dans le développement régional. À leurs yeux, la grande majorité des syndicats et même des centrales baigneraient dans l'ignorance quant aux objectifs de développement local et la place de leur mouvement dans des structures de concertation.

Il y a également une dichotomie entre les priorités locales et les stratégies plus globales qui semble être une contradiction inhérente — à des degrés différents toutefois — à tous les mouvements nationaux qui ont des membres impliqués dans des structures de concertation régionales, sous-régionales et locales. Par exemple, la conciliation d'objectifs sectoriels (propres au mouvement) avec les objectifs de la communauté (résultant d'une concertation) est une difficulté vécue au Québec dans les corporations de développement communautaire et n'est donc pas limitée au mouvement syndical américain.

- Les conflits ne sont pas limités à l'intérieur des structures syndicales. À Boston, des conflits entre les priorités syndicales et les priorités des populations défavorisées ont créé des tensions et semé la méfiance (Turner, 1988) qui perdure encore aujourd'hui.

Au moins un auteur propose une solution à ce dilemme. Banks (1991) suggère au mouvement syndical d'aller plus loin que la concertation pour redéfinir et élargir la notion même de « syndicat » et de son membership. Qui devrait être membre d'un syndicat dans une communauté où les intérêts des différents milieux se chevauchent? Selon lui, d'autres membres de la communauté ont autant intérêt d'être membre d'un syndicat que les travailleurs et travailleuses.

- Finalement, une autre difficulté est la tension qui règne entre les objectifs économiques et sociaux lorsque vient le moment de les mettre en pratique. Selon Staughton Lynd (1990, 261), lorsque les coalitions syndicales et communautaires étudient la question de propriété collective (*social ownership*), les mouvements deviennent plus pragmatiques et

conservateurs et en conséquence plus enclin à sacrifier des valeurs de solidarité et de communauté au but de la survie dans le marché⁶.

CONSTATS ET INTERROGATIONS

Les expériences identifiées sont jeunes et en conséquence, difficiles à mesurer. « ...*there is nothing magical or inherently progressive about labor-community coalitions. All coalitions must be evaluated—and in fact undertaken—as part of a clear political strategy.* (Mann, 1990, 113) » Certes, peu d'évaluations semblent avoir été faites jusqu'à maintenant sur les expériences américaines. La littérature rapporte beaucoup plus des descriptions plutôt anecdotiques que des recherches en profondeur.

Un constat prédominant est moins au niveau de la présence syndicale dans le développement régional qu'au niveau de son absence. Par exemple, cette recherche n'a pas permis de répertorier une participation syndicale en matière de développement rural ou dans un domaine agricole autre que le secteur forestier. Il semble également y avoir une absence quasi-complète de participation syndicale dans les domaines suivants: développement touristique ou commercial (incluant le revitalisation des centres-villes), développement d'activités de loisirs et d'activités culturelles, mise sur pied d'incubateurs industriels et/ou services pour les PME, entreprises dans les milieux scolaires, fiducies foncières (*community land trusts*) ou fonds locaux pour le développement communautaire (*community loan funds*).

De plus, malgré le discours d'un partenariat tripartite — patronat, syndicat, gouvernement — véhiculé de plus en plus par plusieurs états américains (Blakely, 1989, 42), il est révélateur de trouver *aucune* mention (dans la littérature sur le développement régional) de la présence syndicale dans les structures para-publics conventionnelles. Ce n'est que

⁶ Ceci rejoint mes conclusions suite à une étude sur la gestion d'un édifice collectif à Victoriaville dans le cadre de ses études de maîtrise en développement économique communautaire.
« *Ownership becomes more important than ensuring that those who need something have the use of it and can benefit from it... Cutting back in order to stem a loss becomes more important than finding new ways to finance essentials or to ensure adherence to principles.* »

lorsque les organismes publics et parapublics ont été mis sur pied suite à une concertation *préalable* (sous la forme de coalition) que ces initiatives seraient perçues comme importantes.

Au niveau local aux États-Unis, les piètres programmes sociaux — et surtout l'absence de programmes adéquats en matière d'habitation — ont fait que le logement a souvent été le premier champ de bataille pour une organisation vouée au développement et les corporations de développement communautaire jouent régulièrement ce rôle. Les CDC cherchent aussi à contrer le chômage par le développement d'entreprises et la promotion de l'entrepreneurship local. Mais où sont les syndicats dans les milliers d'organisations américaines de ce genre? Parmi les hypothèses entourant l'absence syndicale dans de telles structures qui sont axées sur la concertation, il y aurait possiblement les suivantes mais celles-ci ne sont que des opinions personnelles:

- ◇ la difficulté de concilier le peu de financement disponible pour la construction d'habitations à loyer modique et les exigences salariales des syndicats travaillant sur la construction;
- ◇ l'emphase sur la mise sur pied de coopératives de travail (non syndiquées) et de PME (souvent non syndiquées).

EN GUISE DE CONCLUSION

La nature même de cette enquête ne permettait pas de tirer des conclusions objectives. De plus, la liste d'expériences est loin d'être exhaustive et il y aurait sans doute encore plusieurs « bons » dossiers à éplucher.

À mes yeux, l'élément le plus significatif qui ressort de ce travail est la nécessité d'une alliance sur des objectifs de développement entre le mouvement syndical et les autres milieux progressistes dans une région. À travers les années, le mouvement syndical américain a forgé plusieurs alliances informelles et temporaires qui ont porté fruit tant au niveau des conditions de travail de leurs membres qu'au niveau des conditions de vie pour les populations de leurs communautés. Mais les résultats des concertations récentes plus

formelles, surtout celles avec des partenaires potentiellement ou antérieurement antagoniques, sont beaucoup plus difficiles à mesurer. Là où ces concertations ont été bâties sur les fondements d'une coalition antérieure, cependant, les résultats semblent très positifs et porteurs d'espoir.

Les éléments les plus progressistes du mouvement syndical américain appellent à un renouveau des pratiques et des orientations. Selon plusieurs d'entre eux, la participation syndicale dans le développement local, axée sur une véritable concertation surtout avec le mouvement populaire et communautaire, semble offrir les perspectives les plus intéressantes à cet égard.

RÉFÉRENCES

livres, monographies, rapports, revues scientifiques

- Association nationale pour le développement local et les pays [ANDLP] et Institut de formation en développement économique communautaire [IFDEC] (1989). *Le Local En Action: rapport du colloque international sur le développement local (Montréal 1988)*, Paris, Les Éditions de l'Épargne.
- Banks, Andrew (1991). The Power and Promise of Community Unionism, *Labor Research Review* 18, Vol. X, No. 2, Chicago, Midwest Center for Labor Research, 17-32.
- Blakely, Edward J. (1989). *Planning Local Economic Development*, Newbury Park, Sage Publications.
- Boggs, Carl (1990). Economic Conversion as a Radical Strategy: Where Social Movements and Labor Meet, *Building Bridges: The Emerging Grassroots Coalition of Labor and Community*, [Jeremy Brecher and Tim Costello, Editors], New York, Monthly Review Press, 302-309.
- Brecher, Jeremy (1990) "If All the People Banded Together": The Naugatuck Valley Project, *Building Bridges: The Emerging Grassroots Coalition of Labor and Community*, [Jeremy Brecher and Tim Costello, Editors], New York, Monthly Review Press, 93-105.
- Brecher, Jeremy et Costello, Tim (1990). Brecher, Jeremy et Costello, Tim, American Labor: the Promise of Decline, *Building Bridges: The Emerging Grassroots Coalition of Labor and Community*, [Jeremy Brecher and Tim Costello, Editors], New York, Monthly Review Press, 195-207.
- Brodhead, P. Dal (1990). Lessons from Canadian Case Studies of Community Self-Sustaining Growth, *Sustainable Rural Communities in Canada* (Proceedings of Rural Policy Seminar #1, Saskatoon, October 11-13, 1989), [Michael E. Gertler and Harold R. Baker, Editors], Saskatoon, Saskatchewan, The Canadian Agriculture and Rural Restructuring Group, pp. 42-49.

Brodhead, Dal, Lamontagne, François, et Peirce, Jon (1989). *The Local Development Organization: A Canadian Perspective*, Local Development Series Paper N° 19, Ottawa, Economic Council of Canada, 52 pages.

Flora, Jan L., Chriss, James J., Gale, Eddie, Green, Gary P. , Schmidt, Frederick E. and Flora, Cornelia (1991). *From the Grass Roots: Profiles of 103 Rural Self-Development Projects*, Washington, United States Department of Agriculture, Economic Research Service, Agriculture and Rural Economy Division.

Fontan, Jean-Marc (1991). *Initiation au développement économique local et au développement économique communautaire*, Montréal, Institut de formation en développement économique communautaire.

Jeffrey, Edith K. (1990). HELP in New Jersey, *Labor Research Review* 16, Vol. IX, No. 2, Chicago, Midwest Center for Labor Research, 50-57.

Leonard, Richard et Nauth, Zack (1990). Beating BASF: OCAW Beats Union-Buster, *Labor Research Review* 16, Vol. IX, No. 2, Chicago, Midwest Center for Labor Research, 34-49.

LeRoy, Greg, Swinney, Dan et Charpentier, Elaine (1988). *Early Warning Manual Against Plant Closings*, Chicago, Midwest Center for Labor Research.

Lynd, Staughton (1990) From Protest to Economic Democracy: Labor-Community Ownership and Management of the Economy, *Building Bridges: The Emerging Grassroots Coalition of Labor and Community*, [Jeremy Brecher and Tim Costello, Editors], New York, Monthly Review Press, 259-.

MacDonald, Dennis (1990). Government Roles, Sustainable Rural Communities in Canada (Proceedings of Rural Policy Seminar #1, Saskatoon, October 11-13, 1989), [Michael E. Gertler and Harold R. Baker, Editors], Saskatoon, Saskatchewan, The Canadian Agriculture and Rural Restructuring Group, pp. 105-108.

Mann, Eric (1990) Labor-Community Coalitions As a Tactic for Labor Insurgency, *Building Bridges: The Emerging Grassroots Coalition of Labor and Community*, [Jeremy Brecher and Tim Costello, Editors], New York, Monthly Review Press, 113-132.

- McCollester, Charles et Stout, Mike (1990). Tri-State Conference on Steel: Ten Years of a Labor-Community Alliance, *Building Bridges: The Emerging Grassroots Coalition of Labor and Community*, [Jeremy Brecher and Tim Costello, Editors], New York, Monthly Review Press, 106-112.
- Midwest Center for Labor Research (1990). *Annual Report: Fiscal Years 1989 & 1990*, Chicago, (20 pages).
- _____ (1991). *Industrial Retention: Proven Local and State Level Initiatives*, Chicago, document ronéo (11 pages).
- _____ (1991). *Towards a New Vision of Community Economic Development*, Chicago, document ronéo (20 pages).
- Perry, Stewart E. (1989). An Assessment of the U.S. Experience for Purposes of Canadian Development Policy, Paper 1 of *The Community as a Base for Regional Development*, Local Development Series Paper N° 11, Ottawa, Economic Council of Canada, 32 pages.
- _____ (1989). Options in Regional Development Policy, Paper 2 of *The Community as a Base for Regional Development*, Local Development Series Paper N° 11, Ottawa, Economic Council of Canada, 32 pages.
- Schramm, Richard (1987). Local, Regional, and National Strategies, *Beyond the Market and the State*, [Severyn T. Bruyn and James Meehan, Editors], Philadelphia, Temple University Press, 152- 170.
- Swack, Michael et Mason, Donald (1989). Community Economic Development as a Strategy For Social Intervention, *Social Intervention: Theory and Practice* [E. M. Bennett, Editor], Lewiston, New York and Queenston, Ontario, The Edwin Mellen Press, 327-347.
- Turner, Chuck (1988). Sharing the Pie: The Boston Jobs Coalition, *Labor Research Review 12*, Vol. VII, No. 2, Chicago, Midwest Center for Labor Research, 81-88.
- Young, Dennis (1990). Single Industry Towns, *Sustainable Rural Communities in Canada* (Proceedings of Rural Policy Seminar #1, Saskatoon, October 11-13, 1989), [Michael E. Gertler and Harold R. Baker, Editors], Saskatoon, Saskatchewan, The Canadian Agriculture and Rural Restructuring Group, pp. 42-49.

Zdenek, Robert (1987). Community Development Corporations, *Beyond the Market and the State*, [Severyn T. Bruyn and James Meehan, Editors], Philadelphia, Temple University Press, 112- 127.

brochures

Economic Council of Canada (1990). *From the Bottom Up: The Community Economic Development Approach*, Ottawa, 18 pages.

National Congress for Community Economic Development (1989). *Against All Odds: The Achievements of Community-Based Development Organizations*, Washington, D.C., National Congress for Community Economic Development, 10 pages.

Office of Community Economic Development, Division of Neighborhoods and Economic Opportunity, Massachusetts Executive Office of Communities and Development, Commonwealth of Massachusetts. *How to Organize a Community Development Corporation: A Manual for community organizations*, 76 pages.

bulletins de liaison, périodiques

ICA Bulletin (publié par Industrial Cooperative Association, Boston, Massachusetts)

Making Waves (publié par Westcoast Development Group, Vancouver, Colombie Britannique)

News FIRR (publié par Federation for Industrial Retention and Renewal, Chicago, Illinois)

The New Catalyst (publié par the Catalyst Education Society, Gabriola Island, Colombie Britannique)

ANNEXE: LISTE DES EXPÉRIENCES RÉPERTORIÉES

organisation	état ou province
• Amalgamated Clothing & Textile Workers Union (ACTWU)	New York
• Ascension Parish Residents Against Toxic Pollution	Louisiana
• Asian Immigrant Women Advocates	California
• Calumet Project for Industrial Jobs	Indiana
• Cape Breton Labourers' Development Company	Nova Scotia
• Carroll Gardens Association	New York
• Coalition for Justice in the Maquiladoras	New York
• Coalition to Keep Stewart-Warner Open	Illinois
• CommonWorks	New York
• Community-Labor Alliance (CLA)	Connecticut
• Eagle River Credit Union	Newfoundland
• InterValley Project, Inc.	Connecticut
• Labor-Community Strategy Center	California
• Louisiana Citizens for Tax Justice	Louisiana
• Louisiana Workers Against Toxic Chemical Hazards	Louisiana
• Manitoba Labour-sponsored Investment Fund (MILF)	Manitoba
• Merrimack Valley Project	Massachusetts
• Midwest Center for Labor Research	Illinois
• Minnesota Alliance for Progressive Action	Minnesota
• Minnesota Working Group on Economic Dislocation	Minnesota
• Naugatuck Valley Project, Inc.	Connecticut
• Plant Closures Project	California
• Regional Industry Center	Ohio
• Religion and Labor Council of Kansas City	Missouri
• Right-to-Know-and-Act Coalition	New Jersey
• Seattle Worker Center	Washington
• Southerners for Economic Justice	North Carolina
• Tennessee Industrial Renewal Network	Tennessee
• The National Center for Employee Ownership	California
• Tin-Wis Coalition	British Columbia
• Tri-State Conference on Steel	Pennsylvania
• Tri-State Economic Justice Network	New Jersey
• Worker Owned Network	Ohio
• Working Ventures	Ontario